

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
Division de Bar-le-Duc
14 Rue Antoine Durenne
Parc Bradfer – CS 70542
55013 Bar-le-Duc Cedex

Bar-le-Duc, le 16 septembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/08/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Ferme éolienne du DUCANDEAU

233 rue du Faubourg Saint-Martin
75010 Paris

Références : BIM/439-2024
Code AIOT : 0006209738

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/08/2024 dans l'établissement Ferme éolienne du DUCANDEAU implanté BEAUSITE 55250 Beausite. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Ferme éolienne du DUCANDEAU
- BEAUSITE 55250 Beausite
- Code AIOT : 0006209738
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Ferme Eolienne du Ducandeu est autorisée à exploiter un parc éolien composé de 5 éoliennes et 1 poste de livraison à Beausite (55). Les principales caractéristiques des éoliennes sont : hauteur de mât 84 m, hauteur totale 150 m, puissance unitaire 3,6 MW et 3,3 MW, mise en service en novembre 2019.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déploiement des mesures ERC prescrites	Arrêté Préfectoral du 25/09/2015, article 6.I.1	Sans objet
2	Déploiement des mesures ERC prescrites	Arrêté Préfectoral du 25/09/2015, article 6.I.2	Sans objet
3	Déploiement des mesures ERC prescrites	Arrêté Préfectoral du 25/09/2015, article 6.II	Sans objet
4	Déploiement des mesures ERC prescrites	Lettre du 05/01/2021	Sans objet
5	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
6	Collecte des données du suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Collecte des données techniques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2.I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant du parc éolien de DUCANDEAU devra porter à connaissance à l'inspection les modifications apportées concernant notamment le bridage en faveur des chiroptères et la suppression d'un poste de livraison.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déploiement des mesures ERC prescrites

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2015, article 6.I.1
Thème(s) : Autre, Chiroptères
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fait réaliser, en complément des dispositions par l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées, un suivi chiroptérologique.</p> <p>Ce suivi intègre un recensement de la mortalité des populations chiroptérologiques pendant la période où la mortalité des chiroptères est la plus élevée, soit aux mois d'août, septembre et octobre.</p> <p>Ce suivi de parc éolien se fera selon 3 méthodes complémentaires employées simultanément : suivi de l'activité des chiroptères à hauteur d'éoliennes par enregistrement automatique continu sur nacelle, contrôle de l'activité des chiroptères et recherche de cadavre sous les éoliennes.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport en date de décembre 2020, transmis à l'inspection, montre que le suivi de l'activité des chiroptères est mis en œuvre incluant un suivi de la mortalité de mai à octobre et un suivi à hauteur de nacelle avec enregistrement en continu.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Déploiement des mesures ERC prescrites

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2015, article 6.I.2
Thème(s) : Autre, avifaune
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes mesures pour diminuer l'attraction de l'avifaune et des chiroptères. A cette fin, il s'assure de l'absence d'éclairage permanent des mâts et du pied des éoliennes et de l'absence de couvert herbacé au niveau de la plate-forme des éoliennes.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'éclairage automatique au pied des mâts n'est pas activé. Par ailleurs l'exploitant réalise régulièrement des rondes qui lui permettent de relever les anomalies et de mettre en œuvre un traitement adéquat de celles-ci.</p> <p>Les abords des 5 éoliennes sont correctement entretenus. Néanmoins sur la plate-forme de l'éolienne E1, l'inspection a constaté la présence d'un entreposage de paille. L'exploitant a indiqué avoir déjà constaté cet entreposage, préalablement à la visite, et avoir rappelé les exigences en la matière aux parties prenantes. Par courriel du 3 septembre, l'exploitant a confirmé l'évacuation à venir de cet entreposage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Déploiement des mesures ERC prescrites

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/09/2015, article 6.II
Thème(s) : Autre, Paysage
Prescription contrôlée : Les deux postes de livraison sont intégrés au paysage par la mise en place d'un bardage en bois sur chacun d'eux.
Constats : L'inspection a pu constater la mise en place d'un bardage en bois sur le poste de livraison du parc. Néanmoins il apparaît que le parc ne compte qu'un seul poste de livraison et non deux comme indiqué dans l'arrêté préfectoral en référence. Faute d'aces à un plan, l'inspection n'a pas pu vérifier que l'emplacement de ce poste correspondait à l'un de ceux mentionnés dans l'arrêté préfectoral.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La configuration du parc ayant été modifiée il convient que l'exploitant porte ces modifications à la connaissance de l'inspection dans les meilleurs délais.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Déploiement des mesures ERC prescrites

Référence réglementaire : Lettre du 05/01/2021
Thème(s) : Autre, Chiroptères
Prescription contrôlée : De plus, un plan d'arrêts en faveur des chiroptères va être mis en place selon les paramètres suivants : <ul style="list-style-type: none">• Machines E1 et E5 concernées• Du 1er mai au 15 octobre• De 1h avant le coucher du soleil jusqu'à 1h après le lever du soleil• Température supérieure ou égale à 12°C• Vitesse de vent inférieure ou égale à 5m/s• Absence de précipitation
Constats : Le bridage a finalement été étendu pour les 5 éoliennes du parc mais avec des paramètres différents de ceux annoncés à l'inspection par courrier du 5 janvier 2021. Les paramètres de bridage ainsi mis en place sont les suivants : <ul style="list-style-type: none">• du 01/05 au 30/09• 1 heure avant le coucher jusqu'au lever du soleil• T < 14 °C• V < 5m/s• absence de précipitation Cette modification du bridage a été décidée par l'exploitant suite au suivi écologique mis en œuvre fin 2022 et dont les résultats sont présentés dans le rapport de mars 2023. Le bureau d'étude préconise ainsi, outre l'extension du bridage à l'ensemble du parc, qu'il est possible de modifier notamment le critère de température qui passe ainsi de 12°C à 14 °C pour une couverture de l'activité chiroptérologique qui passe ainsi de 89,8% à 88,7%. Cette modification n'a pas été portée à la connaissance de l'inspection. A cette occasion, l'exploitant pourra également proposer les dispositions qu'il prendra pour vérifier l'efficacité de ce nouveau bridage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
La modification du bridage sera portée à la connaissance de l'inspection. A cette occasion, l'exploitant proposera également les dispositions qu'il prendra pour vérifier l'efficacité de ce nouveau bridage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation. Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.
Constats : L'exploitant a mis en œuvre un suivi environnemental en 2020 (rapport de décembre 2020) et courant 2021 (rapport de mars 2022). L'exploitant a modifié le bridage en faveur des chiroptères suite à ce second suivi qui a montré que <i>"la mortalité vis-à-vis des chiroptères s'avère assez significative pour un parc implanté en open-fields"</i> . Depuis, le bridage concerne l'ensemble des machines du parc, et non plus seulement les machines E1 et E5, et le critère de température a notamment été relevé. Malgré cette mortalité significative, l'exploitant n'a pas jugé nécessaire de vérifier l'efficacité de la mesure corrective mise en place. Cette modification n'a pas été portée à la connaissance de l'inspection. A cette occasion, l'exploitant pourra également proposer les dispositions qu'il prendra pour vérifier l'efficacité de ce nouveau bridage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
La modification du bridage sera portée à la connaissance de l'inspection. A cette occasion, l'exploitant proposera également les dispositions qu'il prendra pour vérifier l'efficacité de ce nouveau bridage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Collecte des données du suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Exploitation
Prescription contrôlée : Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de don-

nées est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.
Constats : Les certificats DEPOBIO ont été transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Collecte des données techniques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2.I
Thème(s) : Autre, Exploitation
Prescription contrôlée : Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.
Constats : Les données techniques sont à jour sur OREOL.
Type de suites proposées : Sans suite